

**BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA (« BDC »)  
et BDC CAPITAL INC. (« BDC Capital »)**

**RAPPORT ANNUEL sur la LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**Période visée par le rapport : du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019**

**1. Objet de la Loi**

La *Loi sur l'accès à l'information* (L.R.C. (1985), ch. A-1) (la « **Loi** ») a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

**2. Rapport annuel**

Ce rapport est préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la Loi.

**3. Mandat de la BDC**

Le mandat de BDC, tel que défini dans la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (L.C. 1995, ch. 28), consiste à soutenir l'esprit d'entreprise au Canada en offrant des services financiers et de gestion et en émettant des valeurs mobilières ou en réunissant de quelque autre façon des fonds et des capitaux pour appuyer ces services. Les investissements effectués par BDC peuvent être détenus au nom de BDC Capital, une filiale en propriété exclusive de BDC. Tous ces investissements sont administrés par les employés de BDC, qui utilisent les ressources et les installations de BDC. Tous les dossiers se rapportant à BDC Capital sont gérés par BDC.

**4. Organisation des activités, politiques et procédures relatives à l'accès à l'information**

Délégués en vertu du pouvoir exercé par le Président et chef de la direction de la BDC, la Vice-présidente adjointe, Conformité et gestion de l'information (le Coordonnateur), le Vice-président adjoint, Affaires juridiques, l'Avocate et Secrétaire générale adjointe de même que le Chef, Affaires juridiques et Secrétaire générale exercent les pouvoirs, responsabilités et fonctions qui leur sont conférés par la Loi et font rapport au Président et chef de la direction de BDC sur toute question relative à l'accès à l'information.

Selon les procédures établies, les demandes officielles de renseignements sont acheminées au Coordonnateur de l'accès à l'information, qui s'assure qu'elles sont traitées conformément aux dispositions de la Loi. Habituellement, le coordonnateur s'acquitte à temps partiel de ses responsabilités aux fins de la Loi depuis le siège social de BDC à Montréal, mais elle demeure disponible, tout comme les personnes de son équipe, en fonction du nombre de demandes à traiter.

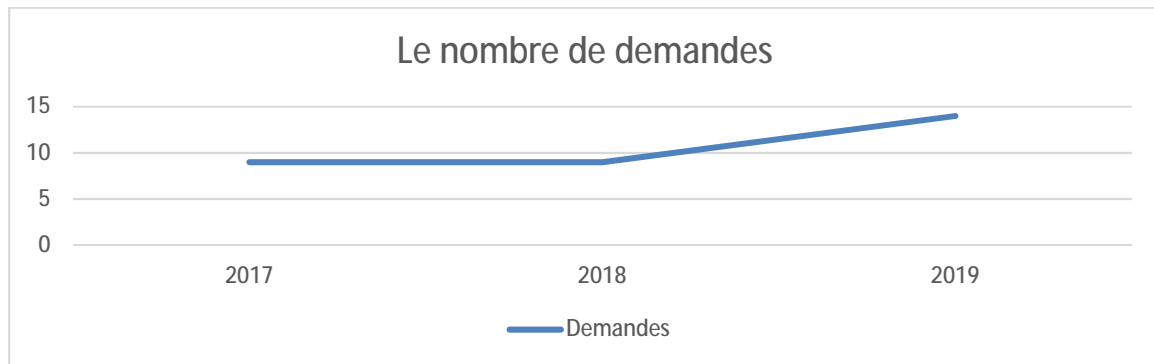
BDC reçoit des demandes provenant de sources variées et pour tout type d'information au cours de l'année. Les décisions concernant une dispense pour les frais liés à la demande et ceux liés à son traitement sont prises au cas par cas.

## 5. Délégation

Une copie de la délégation de pouvoirs est jointe.

## 6. Rapport statistique

Tel qu'indiqué dans le rapport statistique ci-joint, BDC a reçu quatorze nouvelles demandes officielles durant la période visée par le présent rapport et avait une demande en suspens provenant de la période précédente. En ce qui concerne les demandes officielles, BDC a répondu aux quinze demandes au cours de la présente période. Les documents pertinents ont été entièrement divulgués dans neuf cas, partiellement divulgués dans trois autres cas, l'existence des documents n'a pas pu être ni confirmé ni infirmé dans deux cas et aucun document ne fut trouvé dans le dernier cas. De plus, sept consultations officielles ont été reçues d'autres agences et ministères du gouvernement du Canada relativement à des demandes traitées par ceux-ci comportant des documents relatifs à BDC. Toutes ces sept consultations ont été complétées durant la période visée par le présent rapport.



Il est à noter que le nombre de demandes demeure constant à travers les années à autour de dix, tandis que le nombre de pages traitées varie considérablement selon les sujets couverts. Les exemptions appliquées par la BDC se limitent aux articles 19 (1), 20 (1) (d), 23 et 24 (1) de la Loi et aucune exclusion n'a été demandée. Aucune demande officielle n'a nécessité une prolongation du délai de réponse. Toutes les demandes formelles et les demandes de consultation ont été traitées selon les délais prescrits.

Les sources des demandes formelles reçues au cours de la période couverte par le présent rapport se divisent comme suit :

- Médias 43 % (6);
- Public 57 % (8).

## 7. Formation

Au cours de la période visée, aucune activité de formation n'a été organisée.

## 8. Politiques, directives, procédures et initiatives

Au cours de la période visée, BDC n'a pas mis en œuvre ou révisé de politiques, de directives et de procédures en lien avec la Loi.

**9. Plaintes et investigations**

Il n'existe aucune plainte, vérification ou enquête ouverte provenant de la période précédente. Pour la période visée, aucune plainte n'a été reçue et aucune vérification ou enquête n'a été ouverte ou terminée.

**10. Suivi du temps requis pour administrer les demandes d'accès à l'information**

Étant donné que la BDC ne reçoit pas un grand nombre de demandes d'accès à l'information, il n'y a pas de suivi du temps de traitement qui est effectué.

# Delegation Order - *Access to Information Act* and *Access to Information Regulations*

The President and Chief Executive Officer of the Business Development Bank of Canada (the "BDC", pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* (the "Act") as the head of a government institution for the purpose of the Act, hereby:

- i. designates the BDC Director, Corporate Compliance as BDC's Access to Information Coordinator;
- ii. delegates the persons holding the positions set out in schedule A hereto, to exercise the powers, duties and functions, under the provisions of the Act and related regulations as set out in schedule A in relation to BDC.

These designation and delegation replace all previous delegation orders.

Dated, at the City of Montreal, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* (la « Loi »), le Président et Chef de la direction de la Banque de Développement du Canada (la « BDC ») à titre de responsable d'une institution fédérale selon la Loi :

- i. désigne la Directrice, Conformité de l'entreprise, à titre de Coordonnateur de l'accès à l'information pour la BDC (le « Coordonnateur ») ;
- ii. délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe A, les pouvoirs, tâches et fonctions concernant la BDC, selon les dispositions de la Loi et de ses règlements tel que décrits à l'annexe A.

Le présent document remplace et annule tout arrêté antérieur.

Daté, en la ville de Montréal, le 9 jour de Septembre 2015.



Michael Denham

President and Chief Executive Officer, Business Development Bank of Canada  
Président et chef de la direction de la Banque de développement du Canada

## Delegation under Access to Information Act and Regulations Schedule A

### Délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et ses Règlements Annexe A

#### Legend / Légende

<b>DCC / DCE:</b>	Director, Corporate Compliance / Directrice Conformité de l'entreprise.
<b>CACS / ASGA :</b>	Counsel and Assistant Corporate Secretary / Avocate et Secrétaire générale adjointe.
<b>AVP Legal / VPA Légal:</b>	Assistant Vice-President, Legal Affairs / Vice-President adjoint, Affaires juridiques.
<b>SVP Legal / PVP Légal:</b>	Senior Vice President, Legal Affairs and Corporate Secretary / Première vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire générale.

All of the above titles include their equivalent under any future renaming of such titles.  
Tous les titres des postes susmentionnés incluent leurs équivalents en vertu de nouvelles désignations.

- (\* ) Subject to obtain proper approvals from the BDC legal department, when required.  
Sous réserve d'obtenir, si requis, les approbations des services juridiques de la BDC.

Provision / Article	Description	Positions / Postes			
		1 <sup>st</sup> / 1 <sup>er</sup>	2 <sup>nd</sup> / 2 <sup>e</sup>	3 <sup>rd</sup> / 3 <sup>e</sup>	4 <sup>th</sup> / 4 <sup>e</sup>
<b>Act / Loi</b>					
4(2.1)	Responsibility of head of institution Responsable de l'institution fédérale	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
7(a)	Notice when access requested Notification de l'auteur de la demande	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
7(b)	Giving access to the record Communication du document	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
8(1)	Transfer of request Transmission de la demande	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
9	Extension of time limits Prorogation du délai	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
11(2)(3)(4)(5)(6)	Additional Fees Frais supplémentaires	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
12(2)(b)	Language of access Version de la communication	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
12(3)(b)	Access in an alternative format Communication sur support de substitution	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
13	Information obtained in confidence Renseignements obtenus à titre confidentiel	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
14	Federal-provincial affairs Affaires fédéro-provinciales	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
15	International affairs and defence Affaires internationales et défense	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
16	Law enforcement and investigations Application de la loi et enquêtes	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
16.5	Public Servants Disclosure Protection Act Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
17	Safety of individuals Sécurité des individus	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
18	Economic interests of Canada Intérêts économiques du Canada	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
18.1	Economic interest of certain government institutions Intérêts économiques de certaines institutions fédérales	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	

19	Personal information Renseignements personnels	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
20	Third party information Renseignements de tiers	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
21	Operations of Government Activités du gouvernement	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
22	Testing procedures, tests and audits Examens et vérifications	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
22.1	Internal Audits Vérifications internes	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
23	Solicitor-client privilege Secret professionnel des avocats	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
24	Statutory prohibitions Interdictions fondées sur d'autres lois	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
25	Severability Prélèvements	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
26	Refusal of access where information is to be published Refus de communication en cas de publication	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
27(1), (4)	Third party notification Avis aux tiers	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
28(1)(b),(2), (4)	Third party notification Avis aux tiers	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
29(1)	Notice of decision to disclose Avis de la décision de communiquer	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
33	Notice to Information Commissioner of notices to third parties Avis au Commissaire à l'information des avis aux tiers	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
35(2)(b)	Right to make representations Droit de présenter des observations	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
37(1)	Notice of actions to implement recommendations of Commissioner Avis des mesures pour la mise en œuvre des recommandations du Commissaire	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
37(4)	Access to be given to complainant Communication accordée au plaignant	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
43(1)	Notice to third party of application to Federal Court for review Avis au tiers d'une demande de révision à la Cour fédérale	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
44(2)	Notice to requester of application for review by third party Avis au demandeur d'un recours en révision du tiers	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
52(2)(b), 52(3)	Special rules for hearings Règles spéciales pour les audiences	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal	
71(1)	Facilities for inspection of manuals Installations de consultation des manuels	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
72	Annual report to Parliament Rapport annuel au Parlement	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
<b>Regulation / Règlement</b>					
6(1)	Transfer of request Transmission de la demande	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
7(2)	Search and preparation fees Frais liés à la recherche et à la préparation	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
7(3)	Production and programming fees Frais liés à la production et la programmation	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
8	Method of access Méthode d'accès	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal
8.1	Limitations in respect of format Restrictions applicables au support	DCC * DCE	AVP Legal VPA Légal	CACS ASGA	SVP Legal PVP Légal



## Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: Business Development Bank of Canada

Reporting period: 2018-04-01 to 2019-03-31

### Part 1: Requests Under the Access to Information Act

#### 1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	14
Outstanding from previous reporting period	1
<b>Total</b>	<b>15</b>
Closed during reporting period	15
Carried over to next reporting period	0

#### 1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	6
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	8
Decline to Identify	0
<b>Total</b>	<b>14</b>

#### 1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
4	10	0	0	0	0	0	14

**Note:** All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

## Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

### 2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	1	8	0	0	0	0	0	9
Disclosed in part	1	2	0	0	0	0	0	3
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	1	0	0	0	0	0	0	1
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	1	1	0	0	0	0	0	2
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>

### 2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	1
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	1	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	1
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	24(1)	4
15(1) - S.A.*	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	0		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	17	0				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

\* I.A.: International Affairs    Def.: Defence of Canada    S.A.: Subversive Activities



## 2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

## 2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	0	9	0
Disclosed in part	0	3	0
<b>Total</b>	0	12	0

## 2.5 Complexity

### 2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	104	104	9
Disclosed in part	214	214	3
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	2

### 2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	9	104	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	2	41	1	173	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	13	145	1	173	0	0	0	0	0	0

### 2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0

### 2.6 Deemed refusals

#### 2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

#### 2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

### 2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

## Part 3: Extensions

### 3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

### 3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	0	\$0	15	\$75
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
<b>Total</b>	0	\$0	15	\$75

## Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

### 5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	7	177	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
<b>Total</b>	7	177	0	0
Closed during the reporting period	7	177	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

### 5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	2	0	0	0	0	0	0	2
Disclose in part	4	0	0	0	0	0	0	4
Exempt entirely	1	0	0	0	0	0	0	1
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	7	0	0	0	0	0	0	7

### 5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

## Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

### 6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
0	0	0	0

## Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0

**Part 9: Resources Related to the *Access to Information Act***

**9.1 Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$44,937
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$44,937</b>

**9.2 Human Resources**

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.00
Part-time and casual employees	1.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.00
Students	0.00
<b>Total</b>	<b>1.00</b>

**Note:** Enter values to two decimal places.